

Édito...

La mobilisation interprofessionnelle contre le projet de réforme de retraite est exceptionnelle.

De très nombreux salariés ont décidé de participer à la grève et aux manifestations organisées en intersyndicale.

Nous étions 9 000 dans les rues marnaises le 5 décembre et 10 500 le 17 décembre.

Si le socle de nos revendications est le retrait pur et simple du projet de réforme des retraites, les questions de salaire, des pensions, de la fiscalité et de la défense des services publics restent posées.

La CGT est exigeante en matière de partage des richesses car certains continuent de s'enrichir sur le dos des salariés qui créent les richesses.

Il appartient aux salariés eux-mêmes de décider comment on continue la lutte. Les syndicats et les élus ont un rôle particulier en cette période pour prendre en main leur avenir et celui des générations futures.

L'actualité change de jour en jour voire d'heure en heure mais nous n'avons pas d'autre choix que d'être réactifs pour aller arracher une conquête sociale.

La lutte n'a jamais été un exercice facile mais elle a le mérite de rassembler les salariés et les retraités ayant le même objectif : le progrès social.

Le gouvernement, avec l'aide des médias, mettent la pression pour diviser les grévistes contre les usagers ayant besoin de se déplacer, de se soigner, etc... Ce ne sont pas les grévistes qui sont responsables de la situation.

Si le gouvernement retire son projet de réforme des retraites, immédiatement les désagréments s'arrêteront.

Sabine DUMENIL
Secrétaire Générale



PAS TOUCHE
LA RETRAITE PAR POINTS.
À NOS CAISSES
NI POUR MOI,
DE RETRAITE
NI POUR MES ENFANTS!
cgt

*Le Secrétariat de l'Union Départementale
CGT de la Marne, vous souhaite de
joyeuses fêtes de fin d'année.*



DÉPOSÉ LE 23 DÉCEMBRE 2019



Sommaire

- > **Page 1 :**
 - Édito
- > **Page 2 :**
 - Conférence régionale de la Santé Action Sociale CGT
 - Une belle victoire sur les libertés
- > **Page 3 :**
 - Soutiens Internationaux
- > **Page 4 :**
 - Point sur les élections dans la Marne
 - A vos agendas

Solidarité pour la lutte



Comme chacun(e) le sait, les nombreuses luttes, les actions et les grèves entraînent des pertes de rémunération pour beaucoup de salariés.

La CGT nationalement a mis en place une caisse de solidarité afin d'aider au mieux les camarades impactés par des difficultés financières générées par leur engagement dans la bataille des retraites.

L'ensemble des organisations composant la confédération (FD et UD) tiennent à rappeler que c'est le dispositif de solidarité nationale qui est habilité pour

collecter les fonds et répartir les demandes d'intervention de solidarité.

Vous avez deux possibilités, soit vous versez directement au dispositif national soit vous le faites par l'intermédiaire de l'Union Départementale CGT de la Marne ou l'UGICT CGT 51.

Pour chaque versement, un justificatif vous sera remis.

La mobilisation est nécessaire et doit perdurer jusqu'au retrait du plan de casse de nos retraites.

Organisons les collectes et solidarisons nos moyens financiers disponibles pour gagner cette lutte sociale.

Compte rendu du rendez-vous chez le Préfet du 04 décembre 2019

L'UD a demandé un rendez-vous chez le Préfet de la Marne afin d'évoquer la situation des salariés « du groupe » Lapeyre de la Marne, ceci en accord avec les élus des entreprises concernées : Pastural d'Épernay, Poreaux de Châlons en Champagne. Chez Cordier nous avons un élu qui était excusé à ce rendez-vous.

Si l'on ajoute aux sites de production le magasin Lapeyre de Reims, sont concernés 500 emplois CDI et 100 intérimaires.

Nous avons défendu l'idée que ces emplois industriels dans la Marne, pesaient lourds et que la CGT entend bien défendre la production sur son territoire et développer nos arguments sur l'effet néfaste de la désindustrialisation pour l'économie et sur l'emploi en général (emplois induits) dans le commerce, services publics, etc...

Il y a 11 sites de production sur le territoire national, seulement 3 d'entre eux présentent des bilans excédentaires. Dans la Marne, tous sont déficitaires.

Nous avons alerté le Préfet sur plusieurs points :

- Pas d'investissement ou très peu dans ces 3 entreprises ;
- Pas ou plus de bureau d'étude ;
- 240 millions d'euros ont été réinjectés en 2016, 3 ans après, il faudrait refaire la même chose pour être seulement à l'équilibre ;
- Pas de prise en compte de la gestion prévisionnelle et des compétences, primordiale en cas de perspectives nouvelles en matière d'évolution technologique ;
- Assignation en justice du CSE après le recours au droit d'alerte ;
- Possible vente des entreprises partiellement.

Tous ces signaux font craindre le pire en matière de stratégie du groupe St Gobain, pour qui cette production représente environ 2 % de son chiffre d'affaire dont le total est de 43 milliard euros.

Par le passé, une partie de la production faite à Épernay a été transférée à Châlons en Champagne sans passation de savoir faire. A Épernay, la situation est particulière car très peu de foncier est disponible. Par conséquent, le lieu d'implantation de l'usine pourrait intéresser d'autres.

Réponse du Préfet :

Il partage nos inquiétudes. Le commissaire au redressement production Grand Est ne parvient pas à avoir d'éléments factuels sur la stratégie du groupe St Gobain, pas plus sur la véritable santé financière des entreprises Lapeyre.

Il décide de façon commune avec les Préfets concernés dans leurs territoires respectifs de s'adresser au gouvernement. Il rendra compte à l'UD des infos dont il sera destinataire et nous demande de lui fournir toutes informations utiles sur le dossier.

Nous avons dit que les salariés n'entendaient pas se faire balader dans une période anxiogène auquel s'ajoute à cela un climat social explosif.

Sabine DUMENIL

Une belle victoire sur les libertés



Après plus de 3 mois d'action, de délégation au sein du syndicat CGT des territoriaux de Châlons en Champagne, Valérie, membre de la CE du syndicat, élue au Comité Technique de la CAC Châlonnais, a été totalement blanchie par le conseil de discipline et par le procureur de Châlons en Champagne.

La collusion entre la direction de la CAC et le syndicat mis en place pour contrer la CGT est mise en échec.

Valérie a repris sa place au sein de la collectivité après 3 mois d'interdiction de travail.

Bravo et belle victoire de la CGT.

Maintenant, la nouvelle étape est d'obtenir réparation du grave préjudice moral et financier qu'a subi notre camarade.

La CGT territoriale ne lâche rien !

Ludovic TETEUVIDE

Soutiens Internationaux

Poursuite et amplification du rythme des soutiens internationaux à la lutte contre le projet de réforme des retraites en France.

Les messages et lettres de soutien à la lutte en cours contre le projet de réforme des retraites en France continuent d'affluer au siège de la confédération.

Une lettre de notre camarade Rafael Freire Neto, Secrétaire général de la Confédération Syndicale des Amériques (organisation continentale de la CSI pour l'Amérique du Nord, L'Amérique Centrale, les Caraïbes et l'Amérique du Sud) exprime ainsi « son plein soutien aux travailleurs de France et en particulier aux camarades de la CGT dans la lutte pour leurs droits ». Il transmet sa solidarité de manière particulière et renforcée aux « travailleurs des secteurs hospitaliers, aux enseignants, aux pompiers, aux cheminots, aux jeunes et précaires ».

Son expression au non d'une organisation syndicale internationale majeure vient s'ajouter à celles, déjà reçues et commentées par nos soins, de Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI (voir lettre du jour du 9 décembre) et d'Irakli Petrashvili, Président de la CSI pour l'Europe (voir lettre du jour du 4 décembre).

Plusieurs lettres nous sont également parvenues de structures professionnelles internationales de branche : ainsi le courrier de la Fédération Internationale des Transports (ITF), déjà communiqué la semaine dernière est-il complété par celui de la Fédération Européenne des Transports (ETF) ou par celui de UNI Global Union (l'internationale des travailleurs des services), soulignant, soutenant et saluant le caractère massif de la grève dans les transports ferroviaires et urbains.

Nous recevons également de nombreux soutiens d'organisations sectorielles nationales à l'image des métallos italiens (FIOM-CGIL), belges (FGTB-MWB), ou des travailleurs des services allemands (Verdi DGB).

D'Europe, le très grand nombre de soutiens exprimés dès la semaine dernière est complété cette semaine par les messages reçus de l'Union Syndicale Suisse (« Les systèmes de retraites par répartition sont l'un des piliers essentiels par lesquels l'Etat soutient et garantit la cohésion sociale et la solidarité. Les fragiliser est un non-sens social, mais aussi économique »), des deux principales organisations syndicales ukrainiennes FPSU (« Nous soutenons la lutte de nos frères et soeurs contre les mesures d'austérité du gouvernement actuel et appelons les syndicats d'Europe et du monde entier à faire preuve de solidarité avec les travailleurs de France. Nous sommes avec vous ! nous sommes fiers que vous soyez aujourd'hui à l'avant-garde de la lutte syndicale ») et KVPU, le MSZASZ

de Hongrie (« nous exprimons notre solidarité avec les syndicats demandant le retrait du projet de réforme des retraites »), ou le BKDP du Belarus (« Pour nous et pour d'autres syndicats de l'Espace postsoviétique, la lutte des travailleurs français pour la justice sociale est un formidable exemple de mobilisation syndicale pour défendre activement ses intérêts et atteindre ses objectifs »).

Notons la participation dès le 5 décembre et de nouveau aujourd'hui de l'OGBL du Luxembourg aux manifestations organisées sur les zones frontalières avec le Grand Duché !

Des Amériques, nous avons reçu une vague de soutien exprimant une forte solidarité avec le mouvement débuté le 5 décembre. Ainsi la CUT du Brésil appelle à « l'unité de la classe ouvrière mondiale pour stopper la vague mondiale conservatrice » ; la CTA d'Argentine souligne le caractère historique du mouvement en cours et « sa résistance au néolibéralisme et à ses politiques d'ajustement qui restreignent nos droits fondamentaux ». Une appréciation partagée par le PIT CNT d'Uruguay : « Les peuples frères du monde ont la responsabilité historique de construire une alternative à ce modèle social et économique qui génère l'inégalité, la misère et la violence, au point de menacer la survie de la vie humaine ».

La CUT du Chili et la CUT de Colombie replacent leurs soutiens dans le contexte des attaques contre les droits sociaux dont les peuples d'Amérique Latine sont les victimes. Elles soulignent que la privatisation des retraites étend l'emprise du capitalisme sur nos vies : « ce système pervers s'est avéré être catastrophique pour des milliers de nos concitoyens ».

Du Monde Arabe, de nombreuses voix nous parviennent également en soutien : ainsi « la CGATA d'Algérie soutient la grève générale en France », l'UMT du Maroc « ne doute pas que votre grandiose mouvement de protestation acculera le gouvernement français à revoir sa position et sa vision minimaliste et néo-libérale ». La FENASOL du Liban nous rappelle qu'ils se trouvent « engagés dans la même lutte pour un avenir meilleur pour les jeunes et les travailleurs ».

D'Afrique, la CNTS du Sénégal fait référence dans son courrier aux principes fondateurs de l'Organisation Internationale du Travail : « une injustice où qu'elle soit, et une menace pour la justice partout. Une paix universelle et durable ne peut être fondée que sur la justice sociale ». La CSA du Sénégal nous « souhaite une autre victoire dans cette nouvelle manche de la longue lutte pour la défense du travailleur ». L'USC du Congo nous témoigne « son indéfectible soutien ». Le Synem de Guinée affirme : « nous disons NON à l'application de cette réforme et OUI à son retrait ».

D'Iran, nos camarades de Vahed, le syndicat des travailleurs de la compagnie de Bus de Téhéran et sa banlieue nous communique sa solidarité face « aux attaques du gouvernement d'Emmanuel Macron et ses politiques néo-libérales ». Ils inscrivent ce soutien dans la lutte plus globale contre les politiques d'austérité conduites par les gouvernements capitalistes partout dans le monde. Ils nous rappellent leur propre lutte « contre le chômage élevé, une inflation élevée, la pauvreté, la cherté de la vie, la corruption des gouvernants, le détournement de fonds et des années d'austérité imposée à la classe ouvrière. Ce mouvement de protestation a été brutalement réprimé par des responsables gouvernementaux iraniens. Nous avons reçu votre soutien dans cette lutte inégale et à notre tour, nous vous soutenons ».

De Turquie, la confédération des employés KESK, très présente dans les services publics, nous exprime sa « pleine solidarité avec notre combat ».

Du Bangladesh, nous avons reçu un message de soutien de la Fédération des Travailleurs du Textile (NGWF) et aurons le plaisir d'accueillir ces camarades en marge du prochain CCN de la CGT en février prochain.

Enfin, du Népal, nos camarades de Gefont nous disent « suivre de très près la situation en France », se tiennent à nos côtés dans cette lutte et nous affirment leur conviction que « le rôle de la CGT sera important pour renforcer l'unité du syndicalisme et du mouvement social en France ».

POINT SUR LES ELECTIONS DANS LA MARNE

CALCIA Un vrai rapport de force !

Et oui après un PAP négocié à coup de préavis de grève.

Les camarades ont encore prouvé le rapport de force qu'ils ont dans l'entreprise, surtout quand on voit que 100 % du 1^{er} collège et 91 % du 2^{ème} sont derrière eux.

Mais on ne pouvait pas douter du résultat car le syndicat a quand même un taux de 64 % de syndiqués.

Ghislain BRIDE

Élections CSE dans la Santé privée dans le groupe ORPEA à la Maison de Santé de Merfy

Le 4 novembre 2019 au 1er tour la CGT a remporté les élections.

1er collège

- 1 élue CGT Titulaire : PARJOIE Catherine
- 1 Elu suppléant de la direction d'Arc en Ciel

2ème collège

- 1 élu CGT titulaire : CHAPUIS Brigitte
- 1 élue CGT suppléante : COUSIN Magalie

La CGT était présente pour la première fois aux élections CSE.

Belle victoire pour ces élues CGT.

Sandrine CALVY
Secrétaire USD CGT MARNE

Le travail paye NDA (groupe pomona)

L'Union Départementale a travaillé pour implanter la CGT dans l'entreprise où la CFDT était majoritaire.

Suite aux élections, la CGT devient majoritaire avec une représentation de 58,5 % dans le 1^{er} collège.

Maintenant l'Union Départementale va travailler en lien avec le syndicat du commerce Reims et les nouveaux camarades pour se développer dans l'entreprise et surtout dans le 2^{ème} collège.

Ghislain BRIDE

A vos agendas

Congrès de l'Union Départementale CGT de la Marne

Judi 26 et Vendredi 27 mars 2020

Salle des Lanterniers à Saint-Memmie